



SPIP 84
Mobilisé le 6 mai 2025
pour la défense de nos missions et de nos métiers.



Les personnels du SPIP 84, syndiqués et non-syndiqués, réunis en assemblée générale le 25/04/2025, ont décidé de rejoindre la journée de mobilisation nationale des SPIP du 6 mai.

Nous dénonçons unanimement :

- **Le virage ultra-sécuritaire** de la politique pénitentiaire menée par le garde des Sceaux et appliquée sans réserve par la DAP ;
- **Des coupes budgétaires drastiques, des annonces politico-médiatiques méprisantes** qui vident de sens nos missions premières de réinsertion et d'accompagnement ;
- **Une carence dramatique en moyens humains**, des recrutements insuffisants qui laissent nos services dans un état d'asphyxie chronique.

Selon le [rapport CEPEJ 2024](#), la France dépense 77,20 euros par habitant pour son système judiciaire en 2022[i]. Cette somme est inférieure à celle de plusieurs pays européens, notamment :

- Allemagne : 136,10 euros par habitant.
- Italie : 100,60 euros par habitant.
- Espagne : 96,80 euros par habitant.
- Belgique : 102,50 euros par habitant.

L'efficacité de la justice, et donc la protection de la société, dépend aussi de moyens adaptés qui lui sont alloués.

Par ailleurs, la surenchère sécuritaire sur la question pénitentiaire fait peser une pression intenable sur l'ensemble des personnels. Aujourd'hui, les agents pénitentiaires - qu'ils soient en établissement ou en milieu ouvert - sont en première ligne dans un contexte de surpopulation carcérale inédit et indigne.

Les attaques récentes contre l'ENAP, les établissements, les véhicules, les domiciles et les agents eux-mêmes sont inacceptables. Elles soulignent, plus que jamais, l'urgence de moyens dignes et de politiques respectueuses du sens de nos missions.

Le SPIP du Vaucluse se mobilise et annonce les modalités suivantes pour la journée du 6 mai :

- **rassemblement** devant le Tribunal Judiciaire d'Avignon mardi 06/05/2025 à 12h30
- utilisation d'un bandeau sur les mails : « *Les agents du SPIP 84 sont actuellement mobilisés pour dénoncer le virage ultra-sécuritaire des politiques pénitentiaires, des coupes budgétaires drastiques, des annonces politico-médiatiques méprisantes, la carence dramatique des moyens humains !* »
- **déclaration liminaire** lue lors des instances du mardi 06/05/2025 : CAP, CPI et CPU
- **interpellation** des différents échelons de la hiérarchie : DFSPIP, DI, DAP
- **communication** adressée aux juges de l'application des peines, procureurs, présidents des Tribunaux et Cour d'Appel, bâtonniers de l'ordre des avocats, Défenseur des Droits, directeurs d'établissement, partenaires....
- **courriers** aux parlementaires, élus
- **médiatisation** de la journée d'action

Unis et déterminés, nous refusons de continuer à subir l'asphyxie de nos services, le mépris de nos missions et l'effacement du sens de notre travail !¹

¹ [i] Le Monde (16 octobre 2024) [Moyens de la justice : la France toujours à la traîne en Europe](#)